

mensuel de réflexion socio-économique

LA RELEVÉE

Grande

nouvelle série

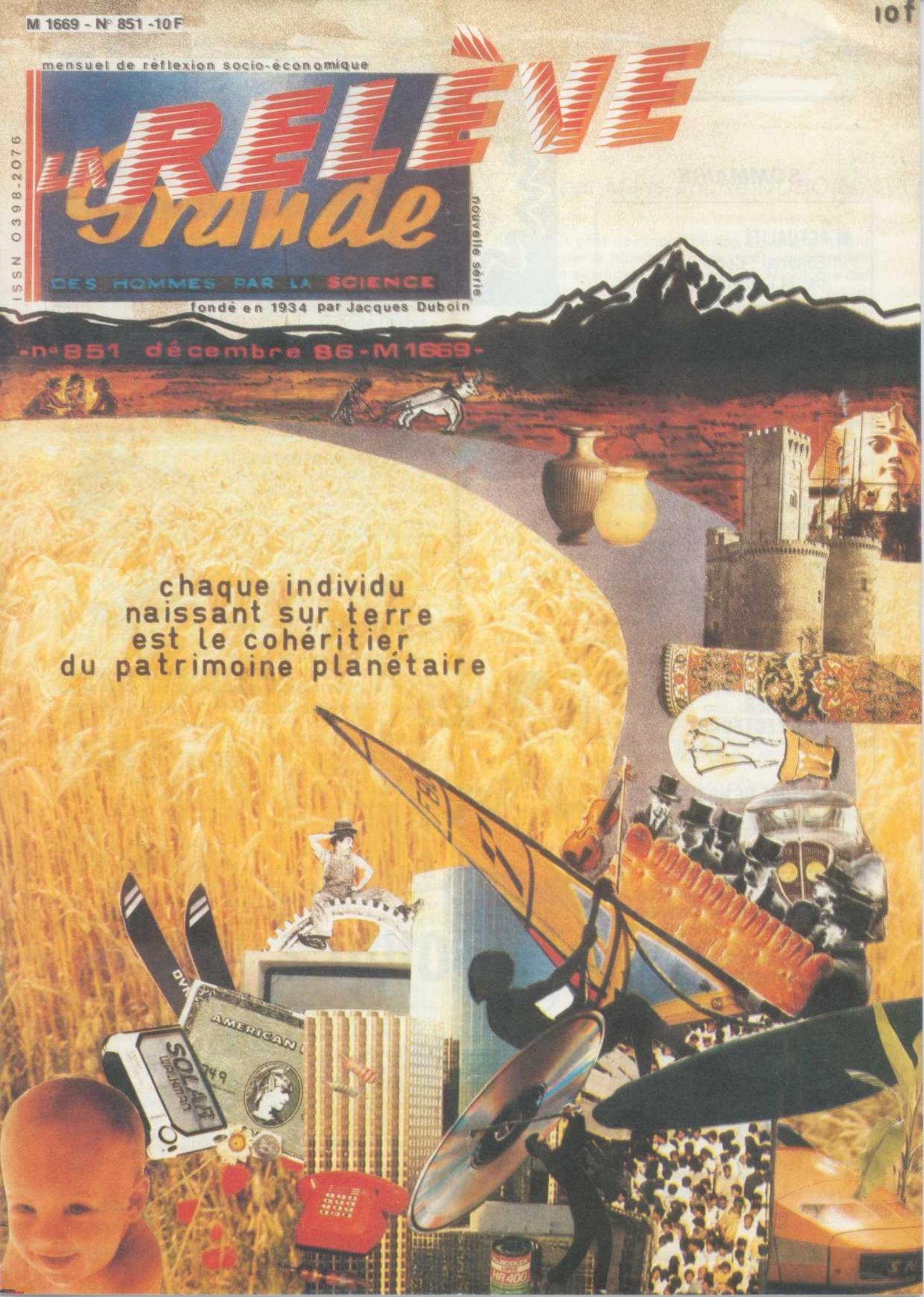
DES HOMMES PAR LA SCIENCE

fondé en 1934 par Jacques Duboin

ISSN 0398-2076

-n°851 décembre 86-M1669-

chaque individu
naissant sur terre
est le cohéritier
du patrimoine planétaire





SOMMAIRE

■ ACTUALITÉ

Editorial : Coquetterie ?
par M.L. Duboin .. page 3
Au fil des jours,
par J.P. Mon page 7
Chômeurs :
incompressibilité
et incompensation,
par A. Prime page 11

■ RÉFLEXION

Prise de conscience,
par Matias page 5
Duboin et
l'évolution économique,
par R. Marlin page 8

■ LECTURES

L'empire Moon,
par H. Muller page 13

■ COURRIER DES LECTEURS

..... pages 13-14

■ RÉSUMÉ DE NOS THÈSES

..... pages 15



UNE BROCHURE
A FAIRE LIRE

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

Par M.L. Duboin
Résumant et actualisant nos thèses, 60 pages
illustrées de nombreux graphiques, et très faciles
à lire. Un outil de travail, simple, court,
efficace, facile à utiliser.

En vente par correspondance au journal, 20 F pièce, franco.

ET POUR VOTRE REFLEXION PERSONNELLE

à commander, également
à la Grande Relève :

KOU L'AHURI
et **LES YEUX OUVERTS**
par Jacques Duboin
Deux rééditions récentes
toujours d'actualité.
60 F chacune franco

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000
par M.L. Duboin
Se lit comme un roman

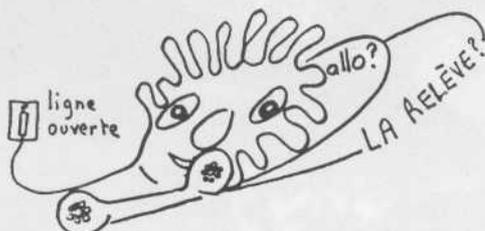
et fait comprendre les mécanismes
de l'économie actuelle et ceux d'une
économie alternative, l'économie distributive
expliquée dans les détails.

MAIS SURTOUT,
pour ne pas « MOURIR D'AUSTÉRITÉ »
dans un monde fou, fou, fou...
Lisez et collaborez au mensuel
« LA GRANDE RELÈVE »
journal de réflexion
économique et social qui
prépare un monde meilleur.



Si vous lisez ce journal pour la
première fois et que vous voulez
nous connaître, n'hésitez pas,
écrivez-nous pour plus d'informa-
tions... et dites-nous comment vous
avez eu ce journal.

Merci !



le mercredi matin
16 (1) 42.83.28.13



C'est le moment !

ABONNEZ VOUS !

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France 80,00 F
Soutien 120,00 F
Etranger 105,00 F
Règlements par chèques pos-
taux : au C.C.P. « La Grande
Relève » n° 13 402.39 M Paris.
Les règlements par mandat
ou chèque bancaire doivent
être à l'ordre de :
LA GRANDE RELÈVE
BP 108 - 78110 LE VÉSINET

COQUETTERIE ?

par Marie-Louise DUBOIN

Se faire «refaire la façade» par des spécialistes peut paraître, pour un journal qui a passé la cinquantaine, pure coquetterie. La vérité est que si nous avons décidé de mettre notre journal à la mode, c'est que nous ressentons le besoin de nous faire entendre et que « La Grande Relève » nous paraît pour cela le moyen le plus efficace s'il réussit à être largement diffusé.

* *

*

Quand Jacques Duboin publia, après le krach de 29, ses livres « Nous faisons fausse route (1) » et « La grande relève des hommes par la machine (2) », personne à part lui, n'avait encore compris les conséquences de la révolution technologique qui commençait. Dans son journal, puis dans d'autres ouvrages, il annonçait pourtant « La grande révolution qui vient (3) » et expliquait que « ce qu'on appelle la crise (3) » n'était pas une crise passagère, « conjoncturelle » mais l'indice d'une véritable mutation de nos modes de vie : il montrait que cette révolution technologique offrait à l'homme la possibilité d'une véritable « Libération » (4) à condition qu'il ait la sagesse d'opérer une révolution de même ampleur dans ses habitudes socio-économico-financières. Et il avertissait que, faute de cette adaptation, le monde s'enliserait dans une situation absurde décrite par « Kou, l'ahuri » : « la misère dans l'abondance » (5). « **L'ère des loisirs**, écrivait-il, **fait son entrée dans le monde par la porte basse du chômage** ». Hélas, son cri d'alerte ne fut entendu que par quelques milliers de gens, mais les économistes de l'époque ne le prirent pas au sérieux. Si bien que le chômage des années 30 ne fut résorbé, et seulement pour quelques temps, qu'au prix de la Seconde Guerre Mondiale. Depuis, « La grande révolution » a repris de plus belle, et le monde, avec tous ses spécialistes en économie, l'a laissé se transformer en une monstrueuse absurdité : des milliards d'êtres humains crévent de faim cependant que d'autres se désespèrent de ne pas trouver de clients pour ce qu'ils appellent leurs « surproductions » !

Et voilà pourquoi nous voulons pouvoir hurler : « Arrêtez ces massacres ! Ils ne servent à rien. Ouvrez les yeux : il est enfin possible aujourd'hui de faire tellement mieux et sans sacrifier personne. Puisque les moyens existent potentiellement de fournir à tous de quoi vivre, puisque les problèmes qu'a posés la **production**, au cours des siècles, sont aujourd'hui résolus, attachons-nous à résoudre ceux que pose la **distribution** du pouvoir d'achat. Même si pour y parvenir il faut faire preuve d'imagination ! »

Nous voulons les moyens de hurler ceci parce que nous estimons que cela nous concerne tous. Les spécialistes, les économistes, ont fait leurs preuves.

Ils ont mis plus de cinquante ans à seulement comprendre que la fameuse « crise » est « structurelle » : citons par exemple « Le Monde » du 31 octobre dernier, où dans un article intitulé « La fin des travaux forcés », Pierre Drouin reconnaissait que « Bien que de experts ont dû ranger au magasin des accessoires des enseignements complètement condamnés par les faits... et il est malheureux de dire que le seul « remède » qui ait vraiment réduit drastiquement le chômage fut la préparation de la guerre et la guerre elle-même ». Cinquante ans pour arriver à cette constatation. Et il ajouta enfin : « L'illusion la plus périlleuse est de penser que dans l'état de la société et des technologies nouvelles une croissance même forte aura raison du chômage ». Il ne faut donc pas désespérer des économistes... mais il est plus prudent de ne pas compter sur eux pour faire évoluer les mentalités au rythme de l'évolution des techniques. Un autre spécialiste en économie, du même journal, Paul Fabra l'écrivait lui-même, deux jours plus tôt, dans sa chronique : « les économistes sont isolés par rapport aux autres professions et par rapport à la matière qu'ils traitent, pour la bonne raison « qu'il n'existe pratiquement plus, aujourd'hui, en fait de sciences économiques, qu'une pensée officielle ». « De nos jours, ajoutait-il, les gouvernements, les grandes entreprises, les institutions internationales (OCDE, FMI, CEE) font appel à un grand nombre d'économistes, et ce que ces organisations leur demandent... « c'est non pas qu'on leur ouvre de nouvelles voies, mais qu'on leur donne les moyens et les justifications DE SE PERPÉTUER » (6) !

Donc, n'attendons rien de ce côté.

Côté politique ? Politiciens et économistes : même combat, même politique, même conservatisme. De plus, les campagnes électorales sont devenues de « grosses affaires » de publicité. La France, et les autres pays occidentaux, s'alignent sur le modèle des États-Unis où le parti républicain vient de mettre 500 millions de dollars dans la campagne des législatives partielles... (et s'est fait battre). Nous pouvons donc bien avoir de meilleures idées que Reagan à proposer, mais comme nous ne disposons pas de telles sommes, les instruments de la « démocratie » ne sont pas nous !

Alors ?

Alors il nous reste la réflexion et la volonté de toutes celles et de tous ceux qui en ont ras-le-bol de politiciens, d'économistes et de médias qui ne leur apportent plus ni espoir, ni illusion. Tous ceux qui, comme Matias (7) ont pris conscience que c'est au niveau de son organisation économique que notre société a, de toute urgence, besoin d'un projet constructif. Tous ceux qui, comme ce lecteur qui nous écrit du Pradet (8), ressentent l'inutilité de luttes éparses, fussent-elles les plus nobles (Tiers-

Mondistes, écologistes, anti-racistes, etc...) si elles ne font pas bloc pour s'attaquer à un pouvoir économique-financier implacable... et qui tire sa toute-puissance de notre consentement !

Or, ce tacite consentement n'est en général que le résultat d'un manque d'information ou d'un manque de réflexion. Manque d'information, par exemple, sur les nombreuses possibilités de production que notre XX^e siècle vient d'acquérir. Manque de réflexion ou d'imagination pour oser chercher les moyens de mettre tant de possibilités au service de TOUS.

Cette prise de conscience est notre objectif.

C'est malheureusement un problème d'audience. Dans un monde conditionné par une publicité monstrueuse, nous ne pouvons pas nous battre par des campagnes dont la plus timide exige des millions. Alors, nous avons choisi la seule voie qui nous soit accessible, grâce à la loi sur la presse, pour tenter de toucher partout où ils se trouvent les gens « de bonne volonté » : la diffusion d'un journal mensuel.

A priori, cela pourrait paraître une gageure. Cependant ce journal qui ne reçoit pas de subsides comme tant d'autres, qui n'est aidé ni par de la publicité, ni par des journalistes de métier, est-il arrivé à battre tous les records du genre : voilà plus de cinquante ans qu'il paraît, par la seule volonté de ses abonnés !

Pourquoi ? Mais parce qu'il possède une force contre laquelle personne ne peut rien : il est dans le vrai, car ses analyses s'appuient sur la simple constatation des faits. Et de plus, ses propositions vont dans le sens de l'évolution. Dans un monde qui s'écroule par une monstrueuse et stupide fuite en avant, il propose une issue logique, simple, et qui ne lèse personne. C'est ce qui explique que quiconque a, un beau jour, compris nos analyses et nos propositions ne peut plus en démordre tout ce qu'il voit le conforte dans ses convictions ! Voilà pourquoi il existe des « distributeurs » dans tous les milieux, du PDG au chômeur. De l'O.S. à l'informaticien, ils veulent dire à ceux qui, plutôt qu'à se battre sans cesse CONTRE leurs semblables aspirent à vivre AVEC eux : « Un monde formidable de possibilités s'offre enfin à l'humanité en ce XX^e siècle, si bien que ce qui était, hier, encore, rêves d'utopistes devient aujourd'hui réalisable : prenez-en conscience pour que nous en profitons tous ». C'est pour faire entendre ces voix de la raison qu'il faut que notre journal puisse être lu par la foule de tous ceux qui n'en ont jamais entendu parler. C'est l'objectif de cette nouvelle série, avec son nouveau « look » en couleurs et sa BD de dernière page, à suivre... si nos abonnés ajoutent leur travail de diffusion (démarches auprès des revendeurs ?) à nos efforts pour être très « présentables ».

Pourquoi maintenant ? Parce que l'évolution des faits économiques, qui conforte la base de nos propositions d'une société d'abondance, vient — enfin — de faire évoluer les mentalités. Il y a eu, certes, une très longue mise en route : au début du siècle quiconque émettait l'idée qu'un travailleur puisse être auto-

risé à se reposer le dimanche, et même quelques jours en été, tout en continuant à toucher un salaire, passait pour utopiste. Au milieu du siècle, on en est pourtant arrivé à trouver normal que des allocations soient accordées à des chômeurs. Bref, l'idée de verser des revenus sans compensation d'un travail s'est imposée lentement.

Mais elle est en train de s'accélérer. Nous avons rapporté récemment sur les débats d'un colloque international qui eut lieu à Louvain, en septembre dernier, autour de l'allocation universelle : une allocation qui, versée à tous, homme, femme, enfant, sans aucune enquête sur ses conditions de vie, d'emploi ou de revenus, assurerait une véritable autonomie économique. C'est donc la reconnaissance des droits économiques qui entre dans les esprits.

Nous n'en sommes pas à l'économie distributive, car ces allocations sont toujours conçues comme devant être prises dans la poche des uns pour être REDistribuées aux autres. C'est qu'on n'a pas encore pris la mesure de l'immensité de l'héritage dont notre époque bénéficie et l'idée « qu'il y aura toujours des pauvres » fait tolérer une société duale au milieu de l'abondance. Puisqu'il a fallu plus de cinquante ans aux plus éclairés des économistes pour comprendre que la sueur n'est plus nécessaire pour faire le pain, ne nous étonnons pas qu'il y ait des associations de chômeurs qui sont incapables d'imaginer une autre revendication que celle d'un emploi (utile ou non, d'ailleurs), mais rejoignons-nous qu'il y en ait d'autres (9) — enfin ! — qui ne mangent pas de ce pain là et qui réclament des revenus pour tous, parce que, pour elles, le travail n'est qu'un moyen, il n'a jamais été une fin. Ainsi leurs aspirations, comme celles des promoteurs de l'allocation universelle, rejoignent les nôtres : il ne s'agit pas de revendiquer une aumône, ou une cotisation, pour certains, parce qu'ils ne trouvent pas à se vendre sur le marché du travail. Il nous reste encore à faire comprendre que l'abondance, bien exploitée, permet maintenant de DISTRIBUER à tous, non pas un minimum, mais un optimum vital.

Dans un contexte où l'opinion publique est conditionnée par les médias, les politiciens, les banquiers, les assureurs et autres affairistes pour avoir le culte de l'argent, pour considérer qu'en gagner en jouant en Bourse est une preuve de grandes vertus et que la spéculation est un art, etc..., etc..., notre tâche nous amène sans doute à aller à contre-courant. Mais puisque nous ne sommes plus seuls, redoublons d'efforts en pensant qu'au fond, le seul reproche qu'on ait fait à J. Duboin et contre lequel il n'eut rien à répondre, est d'avoir « eu raison TROP TÔT » ! Continuons donc à être en avance sur l'opinion générale, puisque nous sommes suivis. L'important, c'est de ne pas avoir compris TROP TARD !

(1) Publié en 1931 aux Editions des Portiques.

(2) Publié en 1932 chez Fustier.

(3) Publié en 1934 aux Editions Nouvelles.

(4) Livre publié en 1937 chez Grasset.

(5) Livre publié en 1935 chez Fustier et réédité en 1982.

(6) Voir ci-dessous plus de détails dans le « Fil des jours ».

(7) Voir son témoignage ci-dessous.

(8) Voir en page « courrier ».

(9) Par exemple l'Association des Chômeurs et des Précaires, 53, av. des Gobelins 75013 Paris.

PRISE DE CONSCIENCE

PAR MATIAS

Annoncée en musique dans les années 60 par le Rock'n Roll, le Pop Art, la route et ses beatnicks, la prise de conscience de mai 68 reste d'actualité, par les libertés acquises, autant dans les pratiques individuelles qu'au niveau des courants socio-économiques et culturels.

Dans les années 70, les copines flirtent avec le M.L.F. et les copains jouent aux « folles » avec le PHAR. Raoul Vaneghiem, Wilhem Reich et l'expérience de Summerhill éveillent les jeunes esprits aux possibilités de renouvellement des structures sociales.

C'est l'époque du retour à la campagne, des squatts d'appartements vides, des crèches autogérées, des tentatives de vie en communauté, de l'influence de la mode hippie, des grands festivals de musique et des manifs dans la rue.

« Libération » lance sa souscription de démarrage et « Actuel » offre ses dossiers sur le sexe, la drogue, l'armée, la route, etc. L'autogestion titille concrètement les esprits avec Lip. L'amour et la paix peuvent se retrouver au corps à corps dans les grands rassemblements du Larzac. Carlos Castaneda en fait rêver plus d'un et les écologistes rajoutent le vert au rouge et au noir. Les luttes antinucléaires ponctuent la décennie, anticipant une actualité brûlante.

* *

*

Tout cela, assimilé par le « Système » réapparaît de différentes façons : sous forme de lois : loi Weil sur l'avortement, loi pour l'égalité des hommes et des femmes, des hétéro et homosexuels face au travail... lois sur les pollutions dues aux industries... droits des mères célibataires ou des couples en union libre... ou bien sous forme de pratiques populaires : voyages autour de la planète, tenues vestimentaires plus osées, essor de produits biologiques et des médecines douces, recherche de la nature, mode de vie plus individualisé...

* *

*

Puis les années 80 habillent de rigueur cette profusion d'alternatives. Les babas raccourcissent leurs cheveux et les activistes de tous bords reprennent du poil de la bête. Les squatters n'ont de rares survivants que dans des situations extrêmes comme à Berlin Ouest.

Libération s'accorde des pages de publicité et Actuel soigne son look. La « real politik » attache les recentrés à leur emploi, les néo-ruraux à leur territoire et les tribus de décalés/démarqués à leur besoin de voyager ou à leurs plaisirs de luxe. Les oublis exemplaires de Lip et du Larzac relèguent l'autogestion, l'amour et la paix au rang des anachronismes.

Pourtant, mai 81 offre l'occasion à l'éventail des minorités, de rejoindre la tradition socialiste et de voter Mitterand, « ici et maintenant ». Les ministres socialistes de l'environnement et des droits de la femme, les nationalisations des grands trusts français, industriels ou bancaires, la culture « de gauche » au pouvoir, vont-ils permettre enfin de transformer la structure sociale et de changer ainsi les manifestations de la nature humaine ?

Il est encore trop tôt : les forces de l'argent et la loi du marché continuent d'imposer leur mode de société et si les pseudo-libéraux regagnent du terrain, c'est que l'opinion publique hésite encore à franchir un cap.

* *

*

Nous sommes nombreux entre 30 et 50 ans à pouvoir partager ces réflexions. En pleine forme physique et l'esprit jeune, nous n'appartenons ni au passé, ni au culte de la performance sociale. Démarqués ou recentrés, nous nous sommes adaptés... Entre l'attitude conservatrice et autoritaire de la droite, « dont la liberté ressemble à celle du renard dans le poulailler » et l'attitude étatique/gestionnaire de la gauche, nous avons inventé une attitude mariant les situations insolites à celles de l'ordinaire et intégré la part de l'aventure dans le quotidien.

Cette adaptation nous condamne cependant à vivre un décalage entre notre conscience, synthèse des années 70 et 80 et notre pratique socio-économique, encore trop sous l'emprise du 19^e siècle et de ses préjugés et d'une Europe qui risque la fossilisation de ses structures.

Heureusement, les années 80 témoignent aussi de leur dynamisme : les restaurants du cœur réunissent les Français autour de la grande table de la solidarité alimentaire et « touche pas à mon pote » porte la convivialité à sa spontanéité optimum avec « SOS Racisme ». La créativité bat son plein, en publicité ou dans le design industriel, transcendant parfois tous les filtres. Les radios FM, dans leur diversité, sont un frémissement annonçant une ouverture plus large de la culture.

réflexions

Au niveau mondial, l'accident de Tchernobyl ravive la conscience antinucléaire et comme celui de la navette spatiale américaine, pose le problème de la conscience humaine dans la conquête des énergies. Les concerts « Band Aid » pour l'Afrique sont suivis par plus d'un milliard de terriens (grâce aux satellites de retransmission) et l'Apartheid secoue les consciences occidentales.

Les activistes n'ayant pas fait de miracles, l'ensemble du tissu social a admis la « crise » comme une réalité quotidienne indéboulonnable. Les bombes des terroristes font déjà partie des habitudes médiatiques.

* *

*

Tout cela ne suffit donc pas et c'est encore plus loin qu'il faut rechercher nos références : vers les droits de l'homme qui sont restés à l'état de chrysalide, soumis aux potentiels économiques et militaires et vers la démocratie qui dépend encore du charcutage électoral.

Pour que la démocratie et les droits de l'homme soient vraiment appliqués, il faut qu'ils passent du domaine socio-culturel et politique au domaine socio-économique et financier.

Le social et le culturel ont souvent fait l'objet de réflexions suivies de transformations (pour le 20^e siècle, ne serait-ce que les surréalistes, le front populaire, le Bauhaus ou Mai 68) mais l'économique n'a pas suivi l'évolution de ses propres bases (!) technologiques ou scientifiques, particulièrement depuis la seconde moitié de ce siècle.

Pour sortir de cette contradiction (révolution technologique - stagnation des structures économiques), génératrice de chômage et fondatrice d'une société duale, l'opinion publique doit comprendre les bases d'une économie présentant une alternative réaliste aux modèles du capitalisme made in USA et au socialisme étatique d'URSS.

Ce sont ces bases économiques — faisant appel aux droits de l'homme sur le plan philosophique et social, mais s'appuyant d'une part sur un nouveau rapport du couple production/distribution et d'autre part sur un rôle assaini de la monnaie — qui ont manqué aux mouvements alternatifs des années 70 et au gouvernement socialiste des années 80, pour que les structures sociales changent vraiment.

* *

*

CES BASES EXISTENT, c'est notamment pour les exposer que ce mensuel est publié.

Seule la prise de conscience de nouvelles possibilités quant aux structures socio-économiques et financières pourra permettre d'achever les transformations entreprises en mai 68 et 81 et permettre ainsi d'engranger définitivement leurs bénéfices.

De cette conscience dépend aussi l'avenir du monde et personne n'y réfléchira à notre place, surtout si nous voulons à la fois une société conviviale de création, une technologie du futur au service de l'homme et une économie distributive de l'abondance...

initiatives

Notre camarade Guy Marchand a adressé à MM. Fabius, Martinet et Strauss-Kahn, responsables socialistes, une lettre dont nous publions quelques extraits :

*

« Quel est donc le plan économique du PS ? Tout d'abord, le PS n'a pas résolu le problème du chômage comme annoncé » en 1981... malgré 23 ans de réflexion... Et comme propositions pratiques ?

— Avec l'aide de 110 experts, Laurent Fabius propose le débroussaillage et la croissance des richesses... alors qu'on a beaucoup de difficultés pour les détruire.

— Avec l'aide de 150 experts, Dominique Strauss-Kahn propose l'investissement alors que depuis une dizaine d'années l'investissement permet l'achat de robots de plus en plus... destructeurs d'emplois.

— Quant à Gilles Martinet, il n'a pas répondu.

Je comprends parfaitement que Gilles Martinet n'ait pas pu répondre immédiatement à une question qui lui a été posée pour la première fois. Est-ce que le PS ne pourrait pas désigner un des 260 experts mentionnés ci-dessus pour y réfléchir ?

Notre ami Jacques Forest nous annonce qu'à son initiative l'enseignement de l'économie distributive va être introduit aux Facultés Catholiques de Lyon sous la forme de cours à l'Institut des Droits de l'Homme.

Le premier cours de Jacques Forest, sous le titre « Droit au travail » aura lieu le 19 février et s'adressera à la fois aux étudiants de Droits de l'Homme et aux étudiants qui sont dans la vie professionnelle.

* *

*



des solutions différentes... Tant et si bien que le « consensus » est rarement le résultat comme on pourrait le croire, d'une discussion approfondie. L'expression renvoie plutôt au dictionnaire des idées reçues». Lorsqu'il y a des contradicteurs, même célèbres, s'ils ne font pas partie de la grande caravane du « consensus on les ignore. « La caravane avance (elle « évolue »), mais elle ignore superbement qu'il puisse y avoir d'autres chemins que le sien, même si elle ne suit aucune direction claire ».

L'analyse de Paul Fabra est fort pertinente et nous montre, entre autres choses, pourquoi les politiques de droite ou de gauche ne sont pas fondamentalement différentes (elles prônent toutes les deux la « rigueur pour les plus démunis et la nécessité du profit pour les nantis, avec pour corollaire, la rareté considérée comme un phénomène naturel incontournable).

Mais quel dommage que Fabra ne se considère pas concerné par son analyse!

*

Un autre débat classique qui refait surface, c'est celui de l'investissement. Les hommes politiques de tout bord se posent gravement la question: faut-il aider l'investissement (R. Barre, les représentants professionnels, certains socialistes,...) ou faut-il au contraire procéder à un abaissement général des charges fiscales et des charges sociales et accélérer la « libéralisation de l'économie pour favoriser la rentabilité des entreprises (J. Chirac, E. Balladur, et le R.P.R. en général...)?

C'est que dans ce domaine là aussi, il y a « consensus »: les profits d'aujourd'hui feront les investissements de demain et les emplois d'après-demain (à Pâques ou à la Trinité, eh réalité!).

Comme si les chefs d'entreprise étaient masochistes! S'ils investissent, c'est pour faire plus de profit, pour produire à moindre coût et donc vendre plus. Or le travail de la machine coûtant de moins en moins cher et le travail humain revenant, lui, de plus en plus cher, il est évident qu'il faut informatiser, automatiser, robotiser à outrance, donc supprimer des emplois. C'est une évidence qui crève les yeux mais que les hommes politiques et les économistes n'osent pas avouer car cela remet en cause la notion

sacrée de travail et de hiérarchie. Les chefs d'entreprise, eux, l'ont bien compris mais n'en disent rien non plus: ils se contentent d'utiliser leurs profits pour spéculer sur les marchés financiers. En différant leurs investissements, ils ralentissent la progression du chômage. C'est que pour vendre, il faut avoir des clients solvables et, dans le système actuel la solvabilisation se fait pour l'essentiel grâce aux salaires. Le plus difficile dans ce jeu, c'est de conserver l'équilibre.

*

Pour faire plus sérieux, je vais vous répéter en langage économique-financier ce que je viens de vous dire ci-dessus en français de tous les jours et pour cela je vais laisser la parole à M. Christian de Boissieu, professeur à l'Université Paris-I, qui écrivait dans « le Monde » du 28 octobre dernier sous le titre « Le désenchantement: « L'économie mondiale s'est installée depuis quelques mois dans un immobilisme qui pourrait aussi bien laisser présager l'enfoncement dans une récession durable que les prémices d'une reprise de la croissance réelle, autorisée par un assainissement coûteux en termes de montée du chômage... Nous vivons dans un monde où certains prix cruciaux s'ajustent nettement plus vite que les quantités conditionnant le rythme de la production et le niveau de l'emploi... Dans le domaine financier, les « bulles spéculatives prennent le pas sur les variables fondamentales, qu'il s'agisse des marchés de capitaux ou du marché des changes. L'inertie de l'investissement et de l'emploi face aux innovations financières suggère une autonomie croissante et potentiellement dommageable de la finance par rapport aux grandeurs réelles. » C'est bien dit, non?

*

En attendant, le dernier rapport de l'OCDE sur « les perspectives de l'emploi », publié le 25 Septembre dernier, n'est guère optimiste: en 1987, comme en 1986, l'ensemble des 24 pays de l'organisation devrait compter 31 millions de demandeurs d'emplois, ce qui représente 8,25 % de la population active. Au total, les pays de l'OCDE auront toujours 12 millions de chômeurs de plus qu'en 1979. Le rapport ne laisse aucune illusion sur une amélioration à moyen terme.

Jean-Pierre MON

DUBOIN

ET L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

par René MARLIN

L'essentiel de la doctrine économique de Jacques Duboin était fixé avant 1939. Jusqu'à sa mort, en mars 1976, il a complété sa pensée et commenté l'actualité dans ses éditoriaux de «la Grande Relève» et dans ses ouvrages. Dans son article nécrologique du «Monde», le 19 mars 1976, Pierre Drouin écrivait, malgré son allergie bien connue à nos thèses: «C'est sans doute parce qu'il verse sans rougir dans l'utopie et que les hommes ont tant besoin de rêver que Jacques Duboin a pu prolonger son audience. Peut-être, au soir de sa vie, a-t-il eu la satisfaction de voir que certaines de ses institutions étaient reprises par les écologistes». Voire par des hommes proches du pouvoir car «l'impôt négatif n'est sans doute pas sans lien avec le «revenu social»! Ce qui reprend une actualité certaine au moment où l'on parle un peu partout de revenu minimal ou allocation universelle (1).

* *
*

« Cette doctrine, écrit de son côté Alfred Sauvy dans «La machine et le chômage, le progrès technique et l'emploi» (2) a eu une influence bien plus grande qu'on a pu le penser. Basée sur les apparences (la mévente étant prise pour de la surproduction absolue et le stock pour le flux) (3) propre à bercer les hommes, elle est plus libératrice que toute autre et a fortement, par des canaux semi-conscients, inspiré la confiance générale dans la semaine de 40 heures (4), et, dans la suite, confirmé le mythe du robot (5). Si séduisantes sont ces vues que les économistes, conservateurs ou marxistes, n'ont pas osé les combattre! » Je rectifierai la dernière phrase en: « n'ont pas été capables de les combattre... y compris M. Alfred Sauvy qui a pourtant bien essayé au cours des fameuses conférences contradictoires de la Sorbonne des années 50 et dans ses livres ».

Ainsi P. Drouin et A. Sauvy reconnaissent que J. Duboin méconnu, ignoré par les économistes bien pensants, n'en a pas moins inspiré des solutions parmi les plus récemment proposées. Certaines de ses autres idées les plus pillées ne sont pas citées. Alors, en cette année du dixième anniversaire de sa mort, affirmons qu'il a été parmi les premiers à parler de «pouvoir d'achat»: avant les années 50, même les syndicalistes ne réclamaient que des augmentations de salaires. La notion de pouvoir d'achat ne s'est imposée que lorsque dans le système des «prix-profits-salaires», la marche des deux premiers fut si divergente en faveur des prix qu'il fallut définir le pouvoir d'achat comme le rapport entre les salaires et ceux-là. Cela paraît simple à présent mais en matière d'évolution de la pensée collective, tout est long et compliqué. Il est vrai qu'après avoir obtenu enfin l'échelle mobile, garantie que les salariés ne feraient pas les frais de l'inflation, les syndicats ont accepté, sous le gouvernement du P.S., l'idée que l'augmentation proportionnelle des salaires était une des causes de l'inflation et qu'il fallait donc y renoncer! A quand la baisse des salaires pour revenir, comme la R.F.A., à l'inflation presque 0...? La menace du chômage n'y serait pas pour rien. Encore une fois, elle jouerait en faveur des profits contre les salaires.

Un autre domaine dans lequel le régime capitaliste a évolué, et s'est même radicalement transformé afin d'éviter les écueils signalés par J. Duboin, est la notion sacrosainte, avant Keynes, de l'équilibre du Budget. Après un temps de tolérance, le Budget français étant de plus en plus en déficit, François Mitterrand a brusquement fixé à 3% du Produit Intérieur Brut la limite à ne point dépasser pour ne pas faire peur à l'institution boursière nationale et internationale. L'objectif de 3% tenu dans le projet 1985 n'a

d'ailleurs pas été respecté en fin d'exercice. Pourquoi 3% et non pas 2, 4 ou 5%? Mystère! certains tenants du libéralisme pur et dur, derrière Jacques Chirac, parlent même d'un retour à l'équilibre budgétaire. Alors, 0%? Pourtant un déficit de 200 milliards de francs était bien pratique afin de ne pas aller vers un chômage encore plus grave. Mais peut-être cette dernière perspective n'effraie-t-elle pas trop nos nouveaux gouvernants? Quant aux États-Unis, ils sont allègrement sur la crête de 200 milliards de dollars (6) soit environ 1 300 milliards de francs et 6% de leur P.I.B.. Mais le pays-phare du capitalisme ne peut-il pas tout se permettre... en attendant la catastrophe? Toujours est-il qu'est loin le temps de J.B. Say où avec un budget en équilibre, le régime capitaliste distribuait automatiquement, paraît-il, les moyens d'achat nécessaires à l'écoulement de la production. Alors influence de J. Duboin? Non, il écrivait en français, donc personne ne l'a lu. Sinon Keynes?

(1) Voir notamment GR de Janvier, Octobre et Novembre 1986.

(2) Dunod éd. 1980.

(3) On voit bien qu'A. Sauvy simplifie à outrance la pensée de J. Duboin.

(4) A. Sauvy doit penser comme le ministre P. Seguin que les 40 heures étaient prématurées en 1936 (il l'a dit à « Questions à domicile sur A2 le 23 octobre), oubliant seulement un petit détail: il s'est passé quelque chose de 1939 à 1945 qui a supprimé pour un temps le potentiel d'abondance apparu dans la « crise de 1929 ».

(5) A. Sauvy essaie toujours de nous faire croire que l'automatisation ne supprime pas, globalement, des emplois, quoique son livre soit très réservé sur ce sujet.

(6) 212 milliards de dollars en 1985.



L'abondance dans les contrées développées a également été jugulée par l'aide aux pays en voie de développement qui n'est bien souvent qu'un don. Ces crédits permettent l'écoulement de produits qui sans cela ne trouveraient pas preneur, car elle sous-entend, la plupart du temps, l'utilisation des sommes versées pour des achats uniquement auprès du « généreux » donateur. C'est ainsi qu'on a pu soutenir que cette forme d'aide n'était qu'un don des riches des pays riches aux riches des pays pauvres. Les crédits à long terme et à bas intérêt ne sont aussi qu'une manière de soutenir les producteurs intérieurs en mal de conquête de nouveaux marchés extérieurs. Les organismes d'assurance contre les risques de change, comme la COFACE, sont en fait renfloués le plus souvent par le budget national pour le plus grand bénéfice des mêmes industriels. Une autre forme de soutien déguisé des entrepreneurs en risque de faillite consiste à obliger les entreprises nationales à racheter au prix fort certains marchés sous la menace de non exécution des commandes ou de fermetures d'usines suivies de mises au chômage massives. Tout cela bien entendu au nom du libéralisme...

Si l'on passe donc à l'économie intérieure, citons, seulement pour mémoire, le prodigieux développement de la publicité destinée à faire acheter des produits dont le citoyen n'a bien souvent nul besoin. Ce sont maintenant les industriels et derrière eux l'Etat qui décident de lancer des productions à utilité discutable, ou même nuisibles, dont ils savent que les mêmes publicitaires sauront les imposer : gadgets électroniques de toutes sortes, machines à laver à 40 ou 50 programmes, automobiles à multiples options, appareils photographiques et chaînes HiFi hypersophistiqués, etc. L'offre, au lieu de répondre à la demande, la crée.

* *

*

Ne parlons pas du déséquilibre des échanges internationaux. Ou plutôt si parlons-en, et attendons l'économiste orthodoxe qui va nous expliquer comment les pays les plus en déficit (Brésil : dette extérieure 105 milliards \$, Mexique : 96 milliards \$, Argentine : 47 milliards \$, Venezuela : 35 milliards \$, Nigeria : 17 milliards \$, Egypte : 15 milliards \$, etc...) vont s'y prendre pour régler leur dû, principalement envers certaines banques

américaines qui, dans l'euphorie des « chocs pétroliers » (pas si choquants pour tout le monde), s'étaient laissé aller à des prêts un peu trop généreux ? Alors que l'abaissement des prix du pétrole ne leur permet, et encore, que de payer l'intérêt de leurs emprunts ? Le rééchelonnement de la dette a déjà fait des victimes parmi les prêteurs. Afin d'éviter un krach retentissant en chaîne, le gouvernement des Etats-Unis a, malgré ses convictions libre-échangistes, été obligé de renflouer une grande banque de l'Illinois. Il va arriver un moment où le rééchelonnement s'étalera sur des périodes si longues qu'il équivaudra à une annulation. Mais le principe restera sauf ; la somme figurera aux crédits des banques créancières supportant déjà la charge de la dette intérieure qui, rien que pour les fermiers, s'élève à 200 milliards \$. Il n'en reste pas moins que quelques pays (RFA, Japon...) ayant une balance commerciale éternellement excédentaire, il faut bien que d'autres aient une balance déficitaire envers eux et l'on ne voit pas, sauf crédit à très, très long terme pour que la machine exportatrice continue à tourner, comment la tendance pourrait s'inverser. Surtout lorsque l'inflation baisse et place les emprunteurs en mauvaise position. Alors un retour à une inflation qui cache tout cela ? Mais alors les intérêts augmenteront ! Là aussi, les principes...

* *

*

Dans le domaine social, J. Duboin n'aura pas connu la rupture complète et avouée entre le revenu et le travail que sont les propositions de revenu minimal garanti, les retraites anticipées, les garanties de ressources, les allocations compensatrices les plus diverses, les travaux d'utilité collective et tous autres camouflages du chômage. Cela aussi répond à son idée souvent rappelée par « la Grande Relève » : « Il serait plus facile de faire consommer le surplus de la production aux chômeurs que de faire absorber les chômeurs par une production qui n'a plus besoin d'eux » (7).

(7) « Les Yeux Ouverts », J. Duboin, réédité en 1982.

INITIATIVE !

Notre camarade Charles Chillard a réussi à faire passer dans le « Rappel du Morbihan », hebdomadaire de la Fédération Socialiste du département, un « solide » pavé, à la rubrique « Tribune de la Convention ». En voici des extraits :

Pour la reconquête du pouvoir

Pour reconquérir le pouvoir, il faut s'interroger sur ce qu'attendent de nous les Français ; sur ce qui les a fait se tourner vers d'autres.

C'est le chômage endémique qui est la cause de notre échec (Mitterrand l'a reconnu).

Comment proposer qu'on supprime le chômage ? Il n'y a qu'une réponse à ce problème : il faut par-

tager impérativement ce qui reste et restera de travail humain.

Tous les procédés que nous avons employés, ou que les autres utiliseront, sont voués à l'échec (le libéralisme échouera inévitablement).

Il faut réduire notablement la durée du travail des hommes (il y a longtemps que les 40 heures de Léon Blum sont dépassées), et donner un « revenu social » suffisant (pas une aumône), en attendant que chacun puisse avoir un « revenu » décent par son travail.

La production ne diminuera pas, si l'on fait, en outre, marcher les machines plus longtemps. Au contraire, on peut accélérer le nombre de richesses à partager ».

Bien entendu, les bonnes vieilles recettes destinées à régénérer le profit restent utilisées et « s'améliorent » : refus de vente, destructions de récoltes, production d'appareils à durée limitée, ententes entre industriels et entre vendeurs aux différents échelons du commerce, gonflement des budgets militaires, etc.

* *
*

On laissera le lecteur et les commentateurs, comme A. Sauvy et P. Drouin, juger de l'influence exercée par les idées de J. Duboin sur l'évolution du système économique, avant et après son décès. Il reste que nous ne sommes pas en économie distributive et que nous ne passerons le point de non-retour que l'on pourrait, par exemple, définir comme l'adoption de la monnaie de consommation, que si nous sommes suffisamment nombreux,

Ceux qui s'inspirent de J. Duboin et ils sont plus nombreux, effectivement, qu'on le croit généralement, déforment sa pensée, ou n'en prennent qu'une partie et presque jamais ne le citent. Ils le déforment pour le faire entrer dans le système, ils n'en prennent qu'une partie afin de sauvegarder leurs intérêts mal compris ou ne pas déplaire aux propriétaires des journaux dans lesquels ils écrivent, ou bien alors, plus généralement, aux tenants du système. Ils ne le citent presque jamais, non pas pour s'approprier ses idées (tout au moins les plus honnêtes), mais plutôt par crainte qu'on le lise et que ses projets soient enfin diffusés, par peur de l'avenir, par horreur du vide devant l'effondrement d'un capitalisme qui paradoxalement les rassure parce qu'il a traversé... deux siècles !

*

Le système économique dominant s'adapte progressivement lorsqu'il ne peut plus maintenir un

dogme. C'est là sa force et sa faiblesse. Nous venons de citer quelques exemples de son adaptation qui ne portent pas encore sur l'essentiel.

Il y a je crois, deux façons de considérer cette évolution :

1. L'évolution est lente et les contradictions les plus criantes demeurent. Dans certains cas, elles deviennent insupportables (armement nucléaire, famines dans le Tiers-Monde, chômage en aggravation) et menacent l'existence même de la vie sur terre... Mode pessimiste.

2. La tendance à l'adaptation existe. Pourquoi ne s'accélérerait-elle pas en fonction de nos efforts ? Mode optimiste.

C'est notre destin d'aller de l'un à l'autre mode en privilégiant peut-être le second, celui de l'effort, du progrès.

N.B. Tous les chiffres cités dans cet article sont extraits du journal « Le Monde », en particulier du Bilan Économique 1985 du 24 décembre 1985.

lu vu entendu

« Bravo François Mitterrand ! »

Au cours du treizième congrès de la Conférence mondiale de l'énergie qui s'est tenue à Cannes du 5 au 11 octobre, François Mitterrand a demandé qu'à la logique de confrontation succède « une logique de coopération ». Il s'est élevé contre un marché qui « ne prend pas en compte les besoins de plusieurs milliards d'individus, simplement parce qu'ils n'appartiennent pas à la terre marchande dès lors qu'ils ne correspondent pas à une demande solvable. (...) Laisser l'offre et la demande décider seules et toujours, c'est permettre aux plus forts de régler leurs problèmes au détriment des plus faibles ».

D'après un article publié par Jean-François Augereau dans « Le Monde » du 7 octobre 1986, sous le titre « La treizième Conférence mondiale de l'Énergie - M. Mitterrand lance un appel à la solidarité ». (Il a prononcé ces paroles en ouvrant le congrès). Transmis par Pierre Herdier.

P.H., St Mandrier

L'ARGENT DU BEURRE

Soixante-cinq mille tonnes de beurre seront vendues 60 centimes le kilo aux producteurs de veau. Cette décision de la Communauté Européenne prise afin de se débarrasser des stocks, frise l'aberration.

Les stocks de beurre proviennent des chambres froides de la CEE où ils rancissent avec l'âge. Les veaux élevés iront à leur tour repeupler les réfrigérateurs communautaires, illustrant les merveilles d'une activité poursuivie en cercle fermé aux frais des contribuables... que l'on retrouve car il faut bien qu'ils alimentent cette folle machine. Cette braderie allégera peut-être leurs impôts des lourds frais d'électricité nécessaires pour maintenir le beurre au froid. Mais ils auront l'impression qu'on se moque d'eux lorsqu'on parlera d'améliorer la productivité de l'élevage.

Le producteur de veau sera comblé en recevant le beurre après l'argent du beurre, en attendant le rachat des excédents de viande par la CEE.

Si encore on nous invitait à partager un veau gras, et dépourvu d'hormones !

Jean-Yves Ruaux

« 50 millions de consommateurs »

Nov. 1986

A PROPOS DE LA TRANSITION

Partageons l'emploi équitablement et donnons à tous, y compris aux « improductifs », les signes monétaires permettant un « minimum vital ». Mais que désormais tout gain de productivité soit consacré à élever ce « revenu minimum », vers un « revenu optimal » permettant l'épanouissement de tout citoyen.

Charles CHILARD

**2,5 millions
de chômeurs
incompressibles :**

INCOMPRESSIBILITE

ET

INCOMPRÉHENSION

par André PRIME

Il y a 3 millions de
personnes qui réclament
du travail; c'est pas vrai,
de l'argent, leur suffirait...



Je reprends l'évocation déjà faite par J.P. MON dans « Au fil des jours » de la Grande Relève d'Octobre au sujet des déclarations de P. SEGUIN. C'est que, passées les vacances, le chômage — spectre de tous les partis et gouvernements — revient en force à la une des préoccupations.

UN CHIFFRE A DROITE

Le Ministre des Affaires Sociales et de l'Emploi, faisant fi des promesses électorales de la droite, jette le masque. Peut-être bientôt 3.200.000 chômeurs. En tout cas, 2.500.000 nombre incompressible. Devant le tohu-bohu déclenché par ses déclarations, P. Seguin essaie bien, quelques jours plus tard, de « corriger » le sens de ses paroles : il n'a pas voulu dire qu'on ne pouvait pas espérer retomber, avec beaucoup d'efforts et de temps, à 2 millions de chômeurs... Pourtant sa démonstration était claire.

En attendant, depuis Mars, les demandeurs d'emploi ont augmenté de 120.000 : la courbe va donc bien plus vers les 3.200.000 que vers les 2.000.000. Mais qu'on ne s'y trompe pas : il ne faut pas croire, malgré les timides protestations hypocrites de la droite elle-même, que le Ministre a lancé son pavé sans l'accord de Chirac. Il s'agit d'accoutumer le public à

ces chiffres, à cet état de fait. Après tout, pourquoi la droite, « à l'épreuve du pouvoir » serait-elle plus socialiste que les socialistes ? Pourquoi se gênerait-elle ? Les socialistes, défenseurs des classes laborieuses, n'avaient-ils pas fait avant 1981 des promesses mirobolantes ? Or, de Mai 1981 à Mars 1986, le nombre de chômeurs est passé de 1.700.000 à 2.400.000. Et, sans le « traitement social » du chômage — qui a désormais fait son plein — c'est le chiffre de 3 millions qui eut été atteint ; plus 200.000 sans les TUC, sorte de chômeurs « camouflés », au travail précaire et peu payé (même si cela vaut mieux que rien sur le plan moral et social). Autrement dit, la droite, en quelque sorte, est « forte » de l'échec de la gauche en matière de chômage. L'échéance électorale majeure arrivant à grands pas, il faut essayer de « neutraliser » l'effet négatif qu'aurait auprès des électeurs une situation inchangée ou aggravée d'ici 14 à 15 mois.

DU BRICOLAGE A GAUCHE

Laurent Fabius, à l'Heure de Vérité, début Octobre, a, bien sûr, été interrogé sur son plan anti-chômage, dans le cas où les socialistes reviendraient au pouvoir, d'autant que le PS doit tenir en Décembre une Convention consacrée à l'emploi, sous l'égide de Fabius précisément.

Rappelons que Fabius avait préparé son « Heure de Vérité » aidé de 110 experts. Les solutions allaient donc jaillir claires, péremptoires. Las, on

l'entendit parler de l'investissement, de la recherche, des TUC... bref, de bricolage. La sanction à cette médiocrité fut immédiate : 26% seulement des sondés (dont 7 à 8% de moins que l'électorat socialiste) se disent convaincus par le Docteur Fabius sur les remèdes qu'il préconise pour guérir du chômage.

* *
*

A quelque temps de là, je participais à un « Forum » sur l'emploi, forum dirigé par un « ponte » du PS... Lui aussi expliqua qu'on ne réduirait le chômage que par la reprise de l'investissement, le développement de la recherche et de la formation, les TUC et même les petits boulots, les aides fiscales à l'artisanat et au petit commerce (« pour qu'ils embauchent »). Pas un mot sur le caractère structurel du chômage, sur la réduction et le partage du temps de travail, du moins jusqu'à ce qu'un auditeur lui posât la question. Encore répondit-il que cela ne pouvait concerner que des cas ponctuels et que c'était une illusion de considérer le partage du temps de travail comme la panacée. Il revint sur l'idée que l'investissement productif pouvait seul, à terme, et surtout dans les nouvelles technologies, être massivement créateur d'emplois (nous verrons plus loin ce qu'il en est en Amérique).

Ce qui est grave, c'est d'abord que je le crois « sincère » le pont en question et ensuite que l'assistance, en majorité socialiste, « goba » les remèdes évoqués comme sérieux et suffisants (1). C'est la preuve qu'ils — les gens de gauche — n'ont rien compris à la grande révolution technologique de notre temps (2). Alors que — c'est triste à dire — Seguin a au moins compris une chose quand il dit : « les réserves de productivité de l'industrie et des services classiques sont énormes et la compétition les fera toujours jouer plus à plein ».

UN « DÉBAT » ENTRE EXPERTS

Le 13 octobre, j'assistais à la Maison de la Radio, au « Grand Débat » (Emission France Culture retransmise à 20 h 30 les 17 et 24 octobre). Sujet : « Le chômage est-il incompressible ? ». Jacques Julliard (Nouvel Observateur) qui dirigeait le débat était entouré de E. Malinvaud, Directeur de l'INSEE, Alain Cotta, Professeur à Paris-Dauphine et chargé de diverses études et missions, J. Chérèque, CFDT, Chargé par Mitterand en tant que Préfet délégué du redéploiement industriel de la Lorraine, et de P. Briançon, Journaliste à Libération. Je ne sais si certains lecteurs de la G.R. ont suivi cette émission. Lamentable sur le fond, creuse, aussi bien, sans généraliser totalement, en ce qui concerne les questions posées par les auditeurs que les exposés et les réponses des « spécialistes » réunis par J. Julliard. Rien sur les vraies causes structurelles du chômage, rien sur les vraies solutions. Le chômage est cyclique, a toujours existé (voir 19^e siècle) ; le problème est trop complexe pour en saisir tous les aspects il ne faut rien négliger (tucs, petits boulots... voir les socialistes dans les paragraphes précédents).

A. Cotta cependant apporta des précisions intéressantes. Il revenait d'un voyage d'étude aux USA : sur 10 emplois nouveaux créés, un seul est dû aux technologies nouvelles, un aux industries traditionnelles. Les 8 autres — ce que nous savons déjà, nous distributistes — concernent ce qu'il a appelé le « prolétariat des services » : concierges, gardiens d'en-

fants, travaux sous-payés, sans qualification, sans espoir d'évolution a-t-il précisé. Bref, sans la nommer, il évoquait ce vers quoi le monde capitaliste s'achemine : cette société duale que nous dénonçons, effrayante à terme où les riches seront de moins en moins nombreux et de plus en plus riches, et les « exclus » de plus en plus nombreux et de plus en plus pauvres. (Ce qui est d'ailleurs transposable au niveau planétaire Nord-Sud).

Lorsque je pus, enfin, avoir la parole, je mis bien entendu « les pieds dans le plat », opposant une autre société à celle décrite par A. Cotta. Pour faire bon poids face à ces économistes distingués, je m'appuyais sur une équation toute simple posée par M. Albert dans le « Pari Français » :

« Production (P) = productivité (p) X temps de travail (t).

Si P est constant, ou peu s'en faut ; si p croît dans cesse malgré la crise à cause des impératifs de la concurrence, t ne peut que diminuer : c'est mathématique. Actuellement, ceux qui gardent leur emploi continuant à travailler plus ou moins 40 heures, la diminution globale de t ne peut que se traduire par une augmentation des chômeurs. Et voici ma question : Pourquoi veut-on qu'un processus engagé depuis le début du machinisme, et singulièrement accentué au cours des dernières décennies, s'arrête ? Le temps global de travail sur une vie a été divisé par 2 (scolarité prolongée, 5 semaines de congés payés, retraite à 60 ans, voire à 55, semaine de 39 heures et souvent moins), cependant que la quantité de biens disponibles n'a cessé de croître. Ne peut-on partager l'abaissement constant du temps de travail en : — « travail moins long + loisirs pour tous ».

au lieu de

— « temps constant pour certains et chômage accru pour les autres » ?

Malinvaud me répondit ...si l'on peut dire ...par une pirouette « une équation mathématique n'est pas nécessairement une causalité... L'équation de M. Albert est parfaitement rigoureuse ; mais les conclusions que l'on peut être tenté d'en tirer ne le sont pas nécessairement... etc ».

AU TOTAL : RIEN POUR EN SORTIR !

En résumé, tout le monde : les politiques de droite et de gauche, les économistes et syndicalistes (voir les positions même d'un E. Maire... Ne parlons pas d'un Bergeron !) ou bien se défilent, ou bien n'ont rien compris. Je penche, hélas, pour la deuxième hypothèse. Ce qui est, je le répète, plus dramatique. Le mot n'est pas trop fort pour les malheureux « exclus » ou « déclassés » du travail.

Quelle tâche immense en perspective, camarades distributistes !

(1) Il y a 2 ou 3 ans, pour préparer une Convention, les sections du PS eurent à remplir un questionnaire. A la question : « Les progrès techniques réduiront-ils le chômage dans l'immédiat ? à terme ? A la première, la plupart des sections répondirent : NON. Mais presque toutes pensèrent qu'à terme, il serait réduit !

(2) Relire dans la Grande Relève de Mars 1986, page 14, la réponse, à la lettre d'un camarade, de Strauss-Kahn, responsable des études économiques au PS.

(3) Les biens disponibles en France ont été multipliés par 4 de 1929 à 1976 et par 8 depuis le début du siècle.

(4) Par contre, d'après un sondage de la SOFRES, fin octobre, 81% des Français pensent que le gouvernement actuel ne résoudra pas le problème du chômage. Le bon peuple lui, n'est pas expert, mais il « sent » les choses !

SOUSCRIPTION PERMANENTE « POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE »

Mme Bour : 120 - C. Jubert : 200 - R. Claustre : 80 - Para : 40 - R. Dauget : 20 - Mme Gaidou : 420 - Mlle Pineau : 100 - Mangeon : 70 - Ménager : 70 - Mme Bamière : 70 - Asseman : 40 - Mme Kekenbosch : 15,50 - Mme Lahens : 300 - Mlle Mermoud : 120 - Ch. Chilard : 30 - R. Gérard : 20 - R. Bailleux : 120 - Mme Escurpeyrat : 40 - R. Carpentier : 100 - J. Fourreau : 100 - A. Gasnier : 60 - Mme Spinelli : 40 - R. Pélofi : 50 - C. Pellet : 170 - Mme Buguet : 250 - Y. Cadiou : 70 - G. Chauvaux : 160 - G. Oschenbein : 70 - R. Colney : 20 - V. Abecassis : 40 - A. Vigier : 50 - J. Doucet : 40 - Ch. Chilard : 100 - E' Goby : 40 - J. Pléau : 20 - V. Auneau : 20 - J. Mahé : 20 - R. Hilaire : 420 - G. Maurice : 120 - S. Chif. 20 - M. Vinas : 40 - L. Poyet : 40
TOTAL : 3 935,50 F.

MERCI A TOUS.

L'EMPIRE MOON



Par Henri MULLER

Association pour l'unification du christianisme mondial (AUCM), Eglise de l'Unification, CAUSA, sous ces dénominations et à travers une multitude de fondations, de mouvements, de cercles, d'entreprises industrielles et commerciales, la secte MOON affirme sa présence dans une centaine de pays en danger de subversion, comme l'explique J.F. Boyer dans « L'Empire Moon » (1).

« Vaincre les ennemis de DIEU et établir le royaume des cieux sur la terre; construire une théocratie mondiale sur les ruines du socialisme », c'est l'écrit J.F. Boyer, le but avoué de MOON. « L'Histoire, conclut-il, a-t-elle connu de projet plus politique? ».

En fait, il s'agit de préserver les intérêts supérieurs du capitalisme américain dans le monde en mobilisant l'Occident chrétien sur le thème de l'anticommunisme. Chevauchant cette même idéologie, la C.I.A. a servi de fusée porteuse à la mise en orbite de la secte qui, jusque-là s'était bornée à jouer la mouche du coche. S'étant pris au sérieux, le Révérend MOON s'est forgé l'image d'un MESSIE chargé de combattre le Mal.

L'empire du Mal, c'est la Russie Soviétique devenue capable de contaminer l'Occident, d'en menacer la prospérité, par l'exemple qu'elle donne d'une réussite sociale, culturelle, morale, industrielle et scientifique, d'une société sécurisante à 100% sans crise, ni chômage, d'une économie en constante progression, à la veille de pulvériser les records de croissance, assez pour alarmer les devôts de la libre entreprise, les hauts financiers, la chevalerie du profit.

La secte: un rassemblement de moines-soldats dans la tradition moyennageuse, croisés de l'anticommunisme, conditionnés dans le fanatisme, jetant l'huile sur le feu à coups de désinformation dans l'espoir d'un embrasement final qui détruira pour toujours la « patrie du socialisme ».

« Le retour à la détente, note encore l'auteur, la mise en œuvre concertée d'un désarmement réel peuvent ruiner la stratégie mooniste d'investissement de l'exécutif américain fondée sur le développement de la tension entre les blocs ».

Le livre nous montre les moonistes à l'œuvre auprès des dicta-

tures, des « contrats » du Nicaragua, finançant les fournitures d'armes, organisant conférences sur conférences internationales avec participation de maints ténors de la politique et des médias, chefs de file de manifestations, auteurs de thèmes de propagande que reprennent à l'unisson le chœur des chroniqueurs bien-pensants, des journalistes dévoués à CAUSA. En symbiose avec la C.I.A. la secte finance tout ce qui, dans le monde, livre combat au communisme. Un combat sans merci qui rapporte au Révérend assez d'argent pour alimenter les activités de la secte, et étendre son influence. Aux fonds collectés par les jeunes moonistes vendeurs à la sauvette, s'ajoutent les revenus d'un empire industriel et commercial aux dimensions d'une multinationale.

Un millier de noms cités. Une information de premier ordre. Un ouvrage décapant promis à la trappe, à l'enseigne des publications qui ont l'audace de clouer au pilori les milieux droitiers et les cercles antisoviétiques.

L'offensive de MOON sur la France est récente. Si demain, une publicité pour le « ginseng » est glissée dans votre boîte à lettres, tenez-vous sur vos gardes: les moonistes sont là.

(1) L'EMPIRE MOON par Jean-François BOYER (ÉDITIONS DE LA DÉCOUVERTE 1986).

Couturier

Ce qui me paraît le plus important dans la Grande Relève, ce ne sont pas les solutions que vous proposez; c'est avant tout la façon dont vous posez les problèmes. Vous vous étonnez parfois que vos thèses soient systématiquement rejetées; vous soupçonnez les manigances des puissances financières. Mais ceci ne vaut que pour les grands moyens de communication, pour les journalistes appointés, et ne peut concerner le grand public. Or, les

abonnés, quand ils essaient de répandre les thèses distributistes, trouvent auprès des « braves gens » les mêmes réticences que vous auprès des doctes. Pourquoi? Parce que vous répondez à des questions que les hommes d'aujourd'hui ne se posent pas. Vous avez vécu avec J. Duboin, ou grandi dans l'évidence criante de ses thèses; vous êtes donc naturellement portés à croire que tout le monde est comme vous: je pense que c'est faux; le travail de

J. Duboin est constamment à refaire, et c'est normal: il ne peut être acquis; il existe des millions d'individus (dont certains bornés!); les générations se renouvellent; ajoutons à cela que les comportements économiques relèvent rarement de la parfaite lucidité, qu'ils sont quasi automatiques! Dans ces conditions, il me semble qu'il est infiniment plus urgent de renouveler avec J. Duboin la position des problèmes, que d'apporter des réponses à des questions

que le public ne se pose pas.

On me rétorquera qu'au contraire les gens se posent aujourd'hui des problèmes (chômage, immigration, violence, etc...); la lecture de J. Duboin et mes modestes réflexions tendent à prouver que c'est faux: l'opinion, telle qu'elle s'exprime communément, se pose de **faux** problèmes, dont la solution ne résout évidemment rien! Au contraire, quand les vrais problèmes seront posés, les solutions apparaîtront: peut-être pas la vôtre, ou pas la vôtre seulement, mais «des» solutions.

Votre tâche me paraît donc essentiellement d'information. Des exemples? Montrer d'abord que la «crise» n'existe pas. En fait, dans l'esprit de ceux qui l'entendent, ce mot évoque toujours le manque, la pénurie, or il faut dire bien haut que le monde d'aujourd'hui ne manque de rien, surtout dans nos pays développés, et que **jamais** la consommation des uns n'a privé les autres de biens; nous regorgeons aujourd'hui de main d'œuvre robuste, de capitaux, de matières premières (on en découvre de nouvelles chaque année!). Il est donc absurde de parler de «crise», pour pousser les individus à adopter spontanément des comportements de privation qui ne résoudront évidemment rien!... Ce que l'in vraisemblable situation actuelle révèle, c'est qu'il est impossible que le monde aille «bien» si ceux qui le dirigent économiquement font tout pour qu'il aille «mal», que l'abondance (toute relative bien sûr) ne peut réellement exister si les maîtres, les coordonnateurs des activités industrielles et commerciales adoptent systématiquement des comportements de **pénurie**.

M.P., Bourron-Marlotte

*

...qui militent, comme moi-même, dans différents mouvements «alternatifs». Personnellement, j'ai pris, depuis quelque temps, un certain recul par rapport aux activités militantes journalières, convaincu de la nécessité de se livrer à une réflexion en profondeur sur un nouvel ordre économique, seul capable de permettre la réalisation des objectifs des différents mouvements pacifistes, tiers-mondistes, écologistes, mondialistes, bref tous

les mouvements humanistes qui font passer l'intérêt de la vie avant les intérêts financiers. En effet, des années de militance active dans plusieurs de ces mouvements m'ont convaincu du caractère aléatoire de toutes ces démarches aussi longtemps qu'elles ne s'appuieront pas sur une base économique solide en accord avec les objectifs poursuivis et susceptible, en même temps, de rallier une majorité importante. Il me semble que tous les objectifs nobles des différents mouvements alternatifs trouvent tous leur pierre d'achoppement dans le système économique existant et que, si ces objectifs sont, en eux-mêmes, en harmonie avec la majorité des hommes, cette même majorité sent bien, inconsciemment que, dans le système existant, ils ne sont pas réalisables, ce qui rend tous ces mouvements non crédibles et, par voie de conséquence, marginaux. Il me semble qu'il n'en serait pas de même si, au lieu de présenter, chacun séparément, des objectifs partiels illusoire dans le système économique en vigueur, il était possible de les présenter dans un ensemble cohérent s'appuyant sur un système économique adéquat. C'est ce que je m'efforce vainement de faire comprendre aux différents mouvements dans lesquels je continue à militer au travers d'une réflexion en profondeur qui n'a, jusqu'à présent, reçu que peu d'échos parce qu'elle a fait plus appel à la réflexion collective que réussi à proposer une solution satisfaisante. Les militants actifs sont généralement trop pris par leur action immédiate pour vouloir se livrer à ce genre d'action à long terme qui est l'approfondissement et la mise au point d'un projet global de société.

appellent

E.V., Le Pradet

NDLR. Ce lecteur, sans le savoir, répond à point nommé à René Dumont, le Don Quichotte du Tiers-Monde, qui vient, sur France-Inter, de taxer d'utopistes les propositions distributistes qu'il a jadis pourtant bien défendues.

*

Fidèle disciple de J. Duboin que j'ai eu l'honneur de recevoir dans notre ville avec quelques amis, il y a déjà de nombreuses années, j'ignorais que son enseignement était maintenu grâce à M.L. Duboin dont

je viens de lire le remarquable ouvrage intitulé «L'Économie libérée».

En reprenant les thèses de l'économie distributive dans le contexte actuel, en présentant les graphiques qui parlent d'eux-mêmes et par un texte à la portée de tous, ce document apporte la véritable solution à cette crise qui dure depuis plus de douze années, qui s'étend, s'aggrave chaque jour et ne donne aucun signe de ralentissement malgré les déclarations optimistes des gouvernants, ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui! D'ailleurs le B.I.P.E. (Bureau d'Information et de prévision économique) a publié un rapport qui nous informe entre autres: dans les cinq années à venir la croissance annuelle sera de 2,7% et le chômage atteindra 3 millions 200 000 personnes!

Comme il s'agit d'un organisme officiel qui n'a pas pour objet de dénoncer un mauvais choix politique, on ne saurait mettre en doute ces chiffres qui sont sans doute prudents dans leur évaluation.

Comment envisager l'avenir sans angoisse dans ces conditions? et comment rejeter des solutions, sans doute, difficiles à appliquer, mais nécessaires si on ne veut pas subir une troisième guerre mondiale, ou peut-être comme le redoutent certains, un krach financier qui serait catastrophique?

En vérité, la Révolution est dans les faits et pas dans les esprits».

A.V., Vienne

NDRL

I.V., de Villeneuve St-Georges, proposait dans une lettre récente, que les lecteurs de la Grande Relève, qui exercent des métiers les plus divers, s'engagent mutuellement à se mettre gratuitement au service les uns des autres. Nous avons répondu que ceci nous paraissait une excellente idée... mais qui ne nous semblait pas en mesure de régler le problème des millions de chômeurs que la machine remplace.

Un autre lecteur, T.P., de Menecy, réplique que nous sommes dans l'erreur... et suggère que nous ouvrons une rubrique «Nouvel Art de Vivre» qui permettrait aux lecteurs, et pas seulement à ceux qui sont «mordus d'économie» de découvrir des activités HORS DE SYSTEME MARCHAND.

Tout à fait d'accord. La rubrique est ouverte. Envoyez vos propositions.

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme au cours des siècles, a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce 20^e siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses

sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau. Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières, sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation : elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.

Avec cette «révolution de l'intelligence» c'est, comme l'annonçait J. Duboin en 1934, en lançant ce journal, «La grande relève des hommes» par la technique dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa sur-

vie, l'homme était obligé d'y consacrer toutes ses forces et tout son temps. Si bien que notre génération, héritière de tant d'efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédé, a la charge d'assurer l'adaptation de notre société à ces transformations, d'en comprendre les conséquences, d'imaginer les moyens pour que ces immenses possibilités soient maîtrisées et organisées pour l'épanouissement optimum de TOUS les êtres humains. Pour nous, ces moyens constituent l'ÉCONOMIE DES BESOINS.

L'économie distributive

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production automatisée croissante, il faut DISSOCIER travail et revenus.

Même en développant toutes les possibilités, il restera toujours des tâches que seul l'être humain peut accomplir. Nous estimons que celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction de leurs aptitudes et des besoins. C'est à la fois un devoir, celui de participer, et un droit, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **service social** dont la durée calculée sur une vie, ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la pro-

portion de temps dégagé pour des activités librement choisies.

Les revenus, n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant régulièrement son **revenu social**, (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort : tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, est un être économiquement indépendant.

Pour qu'il puisse y avoir équilibre entre l'ensemble de ces revenus distribués et les richesses disponibles, la **monnaie distributive** n'est pas thésaurisable et elle ne circule

pas. C'est une monnaie de consommation qui s'annule (comme s'annule un crédit) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. Le montant total des revenus distribués peut ainsi être calculé de façon à être égal au prix total des fournitures disponibles, compte tenu des dépenses publiques à assurer (il n'y a donc plus d'impôts) et des investissements démocratiquement décidés. Ainsi, l'ère de l'abondance n'est plus la règle du veau d'or, c'est celui d'une gestion raisonnable des biens de ce monde.

* *
*

PAS DE PANIQUE!

scénario : gédé - dessin : isa python

ASSEMBLÉE NATIONALE DISTRIBUTIVISTE, PARIS 1999.



MAMAN PRÉPARAIT UN GÂTEAU, TANDIS QUE PAPA VAQUAIT À SES OCCUPATIONS.



PAPA EST UN ARTISTE. C'EST UNE TRADITION FAMILIALE QUI REMONTE AU XV^e SIÈCLE...

UN BEAU MÉTIER, AVEC SES JOÏES ET SES PEINES...

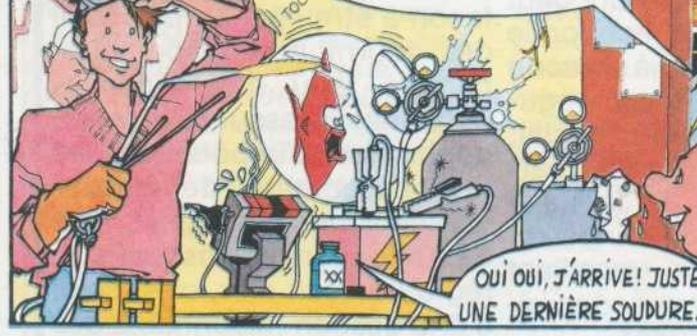
MAIS POUR PAPA, LE PLUS DUR RESTAIT THÉODORE. IL NE VOULAIT PAS FAIRE LE MÊME MÉTIER...



ET CE SOIR-LÀ...



GERTRUDE A DIT QUE C'ÉTAIT PRÊT...



TIENS, MON FILS. JOYEUX ANNIVERSAIRE.

